

Vous ont-ils convaincus ?



(Photo Reuters)

François Hollande et Nicolas Sarkozy ont marqué leurs divergences, hier soir, durant 2 h 30 d'un débat vif, franc et riche.

PAGES 2 ET 3

N° Vert 0 800 06 83 20

Passer une annonce : 0 825 08 41 08
Abonnement : serviceclients@nicematin.fr ou

31.00

Le débat Hollande-Sarkozy



Les idées à retenir

« Le Smic sera indexé sur les prix et sera réajusté si la croissance s'élève. »

« L'allocation de rentrée scolaire augmentera de 25 % dès cet été. »

« Les niches fiscales seront plafonnées à 10 000 €. »

« Je rétablirai le départ à 60 ans, dès lors qu'il y aura 41 années de cotisations et qu'on a commencé à travailler tôt. »

Un duel pour convaincre. Plus de deux heures de débat hier soir à la télévision. Economie, fonction présidentielle, immigration, sécurité, politique étrangère... Tous les sujets ont été évoqués. Décryptage.

Ce qu'a dit le candidat PS François Hollande

Préambule : « Je serai le président de la justice : fiscale, sociale, territoriale. Je serai aussi le président du redressement et du rassemblement. Pendant trop d'années, les Français ont été opposés. Vous dites qu'il n'y a pas eu de violences sous votre quinquennat mais heureusement qu'il y a eu les corps intermédiaires, les partenaires sociaux. Le mérite en revient à toute la société française. »

Economie et social

L'emploi : « Il faut de la croissance et de la production. Ce seront les premières exigences. L'idée la plus nouvelle de ma campagne, c'est le contrat de générations. Les entreprises qui garderont un senior et embaucheront en même temps un jeune en CDI ne paieront plus de cotisations sociales sur les deux emplois. »

TVA sociale : « Vous allez créer une taxe nouvelle qui amputer le pouvoir d'achat des Français - 300 €

pour un couple de smicards - pour avoir un effet sur les entreprises industrielles très faible et donner un cadeau supplémentaire aux entreprises de service. Allez comprendre ! »

Pouvoir d'achat : « Le Smic sera indexé sur la croissance. La part des dépenses contraintes qui est très élevée fera l'objet d'un forfait de base jusqu'à un certain niveau de consommation. Je bloquerai le prix de l'essence pendant trois mois, rétablirai la TIPP flottante. Et augmenterai de 25 % l'allocation de rentrée scolaire. »

Dettes publiques : « Elle est née de vos largesses fiscales et de votre incapacité à maîtriser la dette. Après, la crise s'est rajoutée. »

Fiscalité : « Il faudra 40 milliards d'euros de prélèvements supplémentaires, uniquement sur les plus hauts revenus et les plus grandes fortunes. Les revenus du travail seront fiscalisés au même titre que celui du capital. Les niches fiscales seront plafonnées à 10 000 €. On complétera avec le rétablissement de l'impôt sur la fortune. »

Education : « Les 12 000 postes que je créerai par an pour 500 millions d'euros doivent être mis en balance avec vos cadeaux fiscaux aux plus riches. Je protège les enfants de la République, vous privilégiez les plus favorisés. »

Zone euro : « Nous serions condamnés à l'austérité généralisée ? J'irai renégocier le traité pour intégrer la notion de croissance, indispensable à nos économies. Mon devoir c'est de donner une autre orientation à l'Europe que vous, vous avez subie. »

Société

Retraite : « Je la rétablirai avec 41 ans d'annuité dès lors que l'on a commencé à travailler jeune. »

Immigration : « L'immigration économique, il faut la maîtriser. Je propose une discussion chaque année au par-

lement pour savoir combien nous pouvons accueillir d'immigrés. Les étudiants étrangers, je suis pour la venue de ces talents. L'immigration légale peut être maîtrisée mais on ne peut pas fixer d'objectifs hors d'atteinte. »

Droit de vote : « Aux élections locales pour les étrangers qui vivent chez nous depuis plus de cinq ans et qui paient des impôts. Vous y étiez intellectuellement favorable en 2008. Moi, je ne change pas de position. Cela existe dans la plupart des pays européens. Je soumettrai la loi au Parlement, il faudra la majorité des 3/5. Lier le vote à une aspiration commun. »

Laïcité : « Si je suis élu, il n'y aura aucune dérogation en matière de laïcité. L'interdiction du voile à l'école, vous étiez contre. Moi, je l'ai votée. La loi sur la burqa sera strictement appliquée. »

Nucléaire : « Nous devons le garder

comme source principale mais en réduire sa part. A 50 % à l'horizon 2025. Je ferai des efforts pour développer les énergies renouvelables, vous avez, vous, détruit ces industries. Durant le quinquennat, je ne fermerai qu'une seule centrale, la plus vieille, située sur une zone sismique et tous les emplois seront préservés. »

Style de gouvernance

Moi, président de la République : « Je respecterai les Français, je n'essaierai pas d'être le chef de tout. Je ne serai pas le chef de la majorité. Je ne participerai pas des collectes de fonds. Je ne nommerai pas les membres du parquet ni les directeurs de chaînes de télévision. Je ferai en sorte que mon comportement soit exemplaire, j'instaurerai un code de déontologie pour les ministres. »

MIREILLE MARTIN
mmartin@nicematin.fr

Les moments-clé de 2 h 30 d'un duel musclé

21 h 13. Sarkozy dénonce les coups bas. - « Quand on m'a comparé à Pétain, à Laval, à Hitler, vous n'avez pas dit un mot ». François Hollande réplique. « M. Sarkozy, vous aurez du mal à passer pour une victime ! »

21h23. La bataille du chômage. - « Je comprends que ça ne vous fasse pas plaisir. Il y a bien 4 millions de personnes inscrites à Pôle Emploi. » Hollande attaque le bilan du prési-

dent sortant et prend l'avantage. « Est-ce que je dois vous rappeler que vous êtes au pouvoir depuis dix ans ? »

21 h 38. « Ce n'est pas le concours de la petite blague ». - Au fil des batailles de chiffres, le ton se fait plus vif. « Quoi qu'il arrive, vous êtes toujours content de vous », assène François Hollande. « C'est un mensonge, répond Nicolas Sarkozy. Ce soir, ce n'est pas le concours de la petite blague. »

22 h 37. « Je ne suis pas votre élève », un air de déjà-vu... - Débat confus sur l'Europe et échanges vifs au sujet de Berlusconi. « Répondez à ma question », insiste Hollande. « Je ne suis pas votre élève », réplique Sarkozy, empruntant la célèbre phrase prononcée par Mitterrand à l'adresse de Giscard en 1981.

23 h 05. Sarkozy et « les malheureux de Fessenheim ». - « Je ne comprends pas », Sarkozy souli-

gne des contradictions de Hollande sur le nucléaire. « C'est tombé sur les malheureux de Fessenheim pour un accord politique misérable ». Le candidat PS patine et répète : « une seule centrale fermera. »

23 h 05. Hollande : « Moi président de la République ». - Énumération de François Hollande sur le thème « moi, président de la République ». Le ton est solennel, le moment fort. Nicolas Sarkozy en-

caisse. « Vous venez de nous faire un beau discours, on en aurait la larme à l'œil », lance-t-il, cinglant.

23 h 32. Voilà DSK. - « Je me doutais que vous arriveriez là ». Hollande fait la moue. La polémique DSK s'invite. « Comment voulez-vous que je connaisse sa vie privée ? ». Sarkozy enfonce le clou. « M. Hollande, ne vous défaissez pas »

DENIS CARREAUX
dcarreaux@nicematin.fr

Les mots

■ Rassemblement

Un enjeu posé par Nicolas Sarkozy qui a répété le mot dix fois dans les dix premières minutes du débat.

■ Mensonge

Le mot est revenu lors de toutes les prises de bec. La variante : « Menteur ! »

■ « Répondez ! »

Le gimmick des deux débatteurs qui, du début à la fin, ont abusé des formules interrogatives.

va-t-il tout changer ?



Les idées à retenir

« Grâce au nucléaire nous payons l'électricité 35 % moins cher. »

« Nous avons, avec la Suède, les impôts les plus élevés d'Europe. »

« Les enseignants qui travailleront 26 h au lieu de 18 auront 25 % de salaire en plus. »

« Si nous avons fait Schengen, c'est pour que les frontières soient défendues. »

Ce qu'a dit le candidat UMP Nicolas Sarkozy

Préambule : « Ce que j'attends du débat est que tous ceux qui nous regardent puissent se faire une idée. Je veux que ce soir soit un moment d'authenticité. Chacun doit donner ses vérités. C'est un choix historique, nous ne sommes pas dans une crise mais dans des crises. »

Economie

Emploi : « Le chômage a augmenté de 422 000 demandeurs entre 2007 et 2011, soit de 18,7%. Deux fois moins que dans les autres pays d'Europe. Il y a un problème de coût du travail. Il faut que le travail qui se délocalise ne se délocalise plus. C'est la raison pour laquelle j'ai proposé d'exonérer les entreprises de 5,4% des cotisations familiales. Le mot clé c'est le mot compétitivité. »

« Avec ce que je propose, et qui entrera en vigueur au 1er octobre, 94% des employés agricoles auront 1 800 euros de cotisations en moins. »

TVA : « Si la TVA anti-délocalisation ne sert à rien, on se demande pourquoi votre porte-parole Manuel Valls en a fait le thème principal de sa campagne des primaires. »

« Au nom de quoi on va considérer que c'est encore la lutte des classes dans les entreprises ? Si dans l'entreprise, salariés et chefs d'entreprise se mettent d'accord pour augmenter les salaires ou la durée du travail, l'accord dans l'entreprise prime sur la loi. »

Croissance : « Vos propositions sur la croissance, c'est plus de dépenses et plus de déficits. Y a-t-il un pays d'Europe et de l'OCDE qui a fait mieux que la France depuis quatre ans ? »

Pouvoir d'achat : « Nous avons financé 180 millions d'heures de chômage partiel. Neuf millions de salariés ont touché des heures supplémentaires l'année dernière. C'est du pouvoir d'achat en plus, non imposable. »

Carburant : « Deux centimes de moins

sur l'essence, c'est un milliard d'euros de déficit en plus. Est-ce que cela vaut la peine ? Laissez penser aux Français qu'on va pouvoir bloquer les prix de l'essence et du gaz, il n'y a aucun pays qui réagisse comme ça, c'est de la démagogie. »

Comptes publics : « Le déficit a augmenté de 500 milliards. 250 de notre déficit structurel c'est à dire en 38 années d'exercices budgétaires et 200 milliards, dit la Cour des comptes, qui sont le produit de la crise. »

Fonction publique : « Vous dites que vous allez faire des économies et vous commencez par promettre aux enseignants 60 000 postes de plus... »

Fiscalité : « J'estime que quelqu'un qui a travaillé toute sa vie peut laisser son petit patrimoine à ses enfants sans franchise d'impôts. La France est avec la Suède le pays d'Europe qui a les impôts les plus lourds. Vous voulez moins de riches, moi je veux moins de pauvres. »

Europe

Traité : « Pourquoi rabaisser la France M. Hollande ? Dire que je n'ai rien obtenu de l'Allemagne c'est faux, c'est une contre-vérité et une grande incompétence. Les frontières, c'est pas un gros mot. Elles doivent être défendues. On ne veut pas les supprimer. »

Immigration

Chiffres : « Nous ne sommes pas d'accord sur les chiffres. Le flux migratoire actuel est de 180 000. Nous avons accueilli trop de monde. Mais nous n'avons pas assez d'emplois, d'écoles, de logements. Nous devons donc réduire le nombre de ceux que nous accueillons. Pas parce que nous ne les aimons pas. Mais parce qu'on n'arrive plus à les intégrer. »

Vote des étrangers : « La montée des tensions communautaires est extravagante avec une radicalisation et une

pression d'un islam de France. Il est irresponsable de proposer un vote communautariste quand il y a de telles tensions. Il faut un islam de France et non pas un islam en France. Si vous donnez le droit de vote aux immigrés, avec la tentation communautariste, il y aura des revendications identitaires. »

Nucléaire

Accord : « Mettre à bas le nucléaire parce que M^{me} Joly fait 2,3% des voix, c'est un choix gravissime. Nous n'avons pas de pétrole, pas de gaz. Nous avons le nucléaire. »

Fonction présidentielle

Stature : « Un président ne peut pas dire "on n'y peut rien". C'est quelqu'un qui assume ses responsabilités, qui prend des décisions, qui est mûri par ses expériences. Votre normalité n'est pas à la hauteur de la situation. »

CHRISTIAN HUAULT
chuault@nicematin.fr

Un débat vif, franc et riche

Et si on commençait par se demander à quoi ont bien servi les deux journalistes Laurence Ferrari et David Pujadas ? Censés animer le débat Sarkozy-Hollande, ils ont été rapidement évincés de la joute télévisée par les candidats eux-mêmes. Dès les premières secondes en vérité. Une fois que le couple Ferrari-Pujadas a laissé la parole à Nicolas Sarkozy et à François Hollande, il fut bien difficile de la reprendre. « Messieurs, on va essayer d'avancer, merci », lançait péniblement la vedette de TF1. « S'il vous plaît, s'il vous plaît, pour la clarté du débat, répondez à la question (...) On est en train d'accumuler du retard », tentait de son côté le présentateur de France Télévisions pour mettre un terme à la passe d'armes entre les deux hommes sur les comptes publics. Il faut bien avouer que le président sortant et le candidat socialiste n'ont pas donné beaucoup de chance aux journalistes. Tout au long du débat, les échanges furent vifs, très francs et sans con-

cession. Le ton monta même sur la question fiscale, les retraites, l'éducation, la fonction publique et l'immigration illégale. Sarkozy demanda de l'authenticité, Hollande de la vérité. Ils furent servis tous les deux ! « Votre raisonnement est parfaitement incohérent », tacla le chef de l'Etat. « Vous avez toujours dans votre esprit le mot mensonge », trancha l'élus du PS, qui passa la soirée à défendre son programme, préciser ses mesures et dénoncer le bilan du locataire de l'Élysée tandis que le président de la République multiplia les chiffres et les questions à l'adresse de son compétiteur pour pointer les ambiguïtés du passé. « Vous venez de vous contredire, vous vous noyez M. Hollande », ironisa Sarkozy. « Moi, je ne change pas de position », rétorqua Hollande. Et les Français, changeront-ils d'avis dimanche après ce duel ? Réponse dans trois jours.

OLIVIER BISCAÏE

Interview express

Jérôme Fourquet, politologue, sondeur à l'IFOP

« Sarkozy a raté son objectif »



Qui a dominé le débat ?

On imaginait que François Hollande allait être sur la défensive face à Nicolas Sarkozy, mais cette situation ne s'est pas produite. Il a été au contraire très en pointe. Notamment dans la dernière charge, lorsqu'il a présenté ce que serait son style de présidence. Il a été implacable et efficace. On serait donc tenté de dire qu'il y a eu un bon équilibre.

Peut-on dire que Sarkozy a raté son débat ?

Nicolas Sarkozy n'est pas parvenu à atteindre son objectif qui était de déstabiliser François Hollande ou de prendre l'ascendant sur lui. Etant le challenger, s'il n'a pas réussi à s'imposer, il a raté son objectif. François Hollande a de très nombreuses fois demandé qu'on lui réponde, il ne s'est pas laissé couper la parole. C'est une guérilla qui a été tout à

fait efficace et qui a démontré que Hollande ne s'en laissait pas conter, qu'il est resté calme et ferme sur ses positions.

Ce débat était-il très différent des précédents ?

Un débat assez classique, avec des batailles de chiffres et sans doute à cause du contexte de crise, plus de références à l'Europe et à l'international.

PROPOS RECUEILLIS PAR A.F.